

## Cahiers de géographie du Québec

**ROCK, Michael T. (2002) *Pollution Control in East Asia. Lessons from Newly Industrializing Economies*. ISEAS, 196 p. (ISBN 1-891853-48-1)**

Frédéric Lasserre

---

Volume 47, numéro 132, décembre 2003

URI : [id.erudit.org/iderudit/008101ar](https://id.erudit.org/iderudit/008101ar)  
<https://doi.org/10.7202/008101ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

---

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN 0007-9766 (imprimé)  
1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

---

Citer cet article

Lasserre, F. (2003). ROCK, Michael T. (2002) *Pollution Control in East Asia. Lessons from Newly Industrializing Economies*. ISEAS, 196 p. (ISBN 1-891853-48-1). *Cahiers de géographie du Québec*, 47(132), 490–492. <https://doi.org/10.7202/008101ar>

---

Tous droits réservés © Cahiers de géographie du Québec, 2003

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne. [<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>]

---

**é**rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. [www.erudit.org](http://www.erudit.org)

---

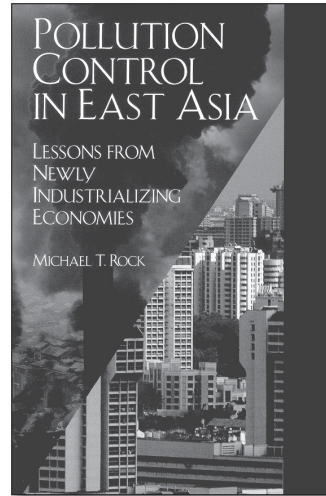
Le seul reproche que nous pourrions faire à ce volume, c'est de ne donner qu'une dimension secondaire aux territoires québécois. Bien sûr, l'auteur discute de la pertinence et de l'application des modèles au contexte québécois, mais il nous manque des données essentielles sur l'évolution de l'économie des régions québécoises pour bien analyser et accompagner la démarche qu'il nous propose.

Marc-Urbain Proulx ne nous dit pas non plus comment il entend délimiter les « régions » économiques du Québec : il fait souvent référence aux 96 territoires de MRC, plus rarement aux 17 régions administratives, et lorsqu'il discute dans son chapitre dix de l'évolution économique des territoires non métropolitains, il se rapporte à des régions traditionnelles comme Charlevoix, la Gaspésie ou la Côte-Nord par exemple.

Au-delà de ces quelques critiques mineures, *L'économie des territoires au Québec* est incontestablement une lecture essentielle et indispensable pour tout enseignant et tout étudiant en aménagement, en gestion et en développement local et régional au Québec.

Joël Rouffignat  
Université Laval

ROCK, Michael T. (2002) *Pollution Control in East Asia. Lessons from Newly Industrializing Economies*. ISEAS, 196 p. (ISBN 1-891853-48-1)



---

Si la littérature foisonne sur les questions politiques et économiques dans les pays en voie d'industrialisation d'Asie de l'Est, ce n'est que plus récemment que la problématique du développement durable a été abordée; et ce n'est que de façon encore très occasionnelle que la question de la pollution industrielle et de sa gestion trouve sa place dans les écrits sur la région. Cet état de fait reflète, bien involontairement sans doute, l'attitude de certains États, pour lesquels la croissance constituait l'objectif prioritaire – ses conséquences ne devant en aucune façon la ralentir. Mais cette politique de « grow first, clean

up later » n'a pas été retenue par tous les États de la région : d'autres ont adopté des mesures dont le bilan, pour modeste qu'il puisse être, n'est pas nul. Cette différence souligne bien à quel point cette dialectique de la croissance et du respect de normes environnementales était, en Asie comme ailleurs, une question sociale et politique.

---

Ainsi, les gouvernements de la Malaisie et de Singapour se sont-ils attachés à mettre en œuvre des politiques de lutte antipollution pendant la période de forte croissance industrielle et urbaine; d'autres gouvernements, comme la Corée du Sud ou Taiwan, ont au contraire privilégié la croissance, mais ont depuis élaboré des programmes et des normes cohérents et efficaces. Seule la Thaïlande n'est pas parvenue à définir une approche globale de la problématique de la pollution et n'a ainsi aucun programme efficace à son actif.

L'auteur, à travers une suite d'études de cas, pays par pays, examine ainsi les facteurs qui ont conduit les gouvernements à mettre en œuvre des politiques, plus ou moins strictes, de lutte contre la pollution d'origine industrielle et urbaine. On pourrait lui faire reproche de cette approche classique qui aboutit à de nombreuses redondances plutôt qu'à une étude thématique sur l'ensemble de la région.

La lutte contre la pollution trouve en partie son origine dans les pressions internationales. Les sociétés occidentales et du Japon, plus sensibles aux thèmes écologistes, ont exercé une pression soit directe, par l'entremise de leurs gouvernements, soit à travers leurs propres firmes (comme lorsque la firme américaine Gap a imposé des normes de recyclage des eaux usées), soit encore par l'élaboration de normes internationales d'accès aux marchés, comme la fameuse norme ISO 14000. Mais des pressions se sont aussi exercées à l'intérieur de chaque État, à mesure que se développait une classe moyenne urbaine.

La baisse relative de la pollution que l'on observe dans certains pays d'Asie de l'Est, à Taiwan notamment, ne s'explique pas uniquement par une conscientisation de l'opinion publique et des changements dans les politiques gouvernementales : elle reflète aussi les mutations industrielles, le tissu productif taiwanais passant d'industries très polluantes (textile, construction mécanique) à des industries plus sophistiquées et se tertiarisant, réduisant du même coup l'intensité de la pollution par unité de production.

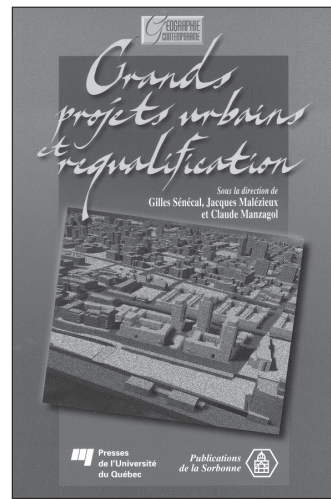
L'auteur élabore également un modèle, qu'il tente de corroborer par ses études de cas qui permettent de rendre compte des facteurs ayant poussé les gouvernements à définir des politiques environnementales ou ont, au contraire, freiné cette évolution. Tout d'abord, l'État doit être autonome par rapport aux groupes de pression de la société civile; la très forte imbrication des cercles industriels et du gouvernement thaïlandais permet en bonne partie d'expliquer sa piètre performance en matière de lutte antipollution, alors même que l'opinion publique thaïlandaise est très sensible, aujourd'hui, à ces questions environnementales. De plus, l'action de l'État sera plus efficace s'il dispose d'une administration solide et cohésive. Là encore, les remous politiques des années 1990 en Thaïlande ont contribué à saper les capacités de contrôle de l'administration thaïlandaise, rendant caducs les rares programmes figurant dans le corpus législatif du pays. Enfin, l'auteur souligne l'importance pour l'État d'être en mesure de créer des institutions qui bénéficieront de sa légitimité pour mettre en œuvre des politiques de lutte antipollution.

---

On trouvera dans l'ouvrage des analyses politiques précises et détaillées, pays par pays, des liens très forts qui existent donc entre stature de l'État, rôle de la société civile et des groupes de pression et bilan environnemental. On aurait aimé une analyse un peu plus précise des typologies adoptées à l'échelle de la région : la lutte antipollution s'attaque-t-elle à une pollution localisée ou diffuse? Les normes en vigueur visent-elles spécifiquement certains types d'émissions ou sont-elles plus générales? Ont-elles été mises en œuvre dans tout le territoire? D'autres dimensions restent donc à explorer autour de cette intéressante thématique.

**Frédéric Lasserre**  
Université Laval

SÉNÉCAL, Gilles, MALÉZIEUX, Jacques et MANZAGOL, Claude, dir. (2002) *Grands projets urbains et requalification*. Sainte-Foy et Paris, PUQ et Publications de la Sorbonne (Coll. « Géographie contemporaine »), 264 p. (ISBN 2-7605-1184-7 et 2-85944-461-0)



---

Cet ouvrage collectif est présenté sous la forme de seize courts chapitres, chacun traitant d'un grand projet, chacun de ces projets ayant en commun le fait de se développer dans un quartier ou un site « déqualifié ». Une introduction sommaire situe les chapitres dans un contexte plus large d'évolutions métropolitaines. Deux chapitres de conclusion essaient de cerner une définition de ce qu'est un grand projet et proposent des pistes d'interrogations.

Et c'est là tout l'intérêt de ce livre : car aucune vision de grand projet ni de site « déqualifié » ne s'impose. Au contraire, une première lecture des seize chapitres descriptifs laisse le lecteur un peu dépourvu face à la multitude de projets de toutes sortes (du Stade de France à l'enfouissement des réseaux câblés à Saint-Jérôme, en passant par le projet Angus, le réseau vert de Montréal et le quartier de Bercy) qui sont décrits. De plus, bien que les chapitres soient axés sur la mise en place et la gestion des projets (et beaucoup moins sur leurs aspects physiques ou architecturaux), la grande diversité des approches (du projet émanant d'une demande sociale locale jusqu'au projet conçu et mené par l'État) et la grande mixité de partenariats, de sources de financement et d'objectifs, laissent encore, à première vue, un sentiment de désorganisation. Le fait que les exemples soient tirés de cas québécois et français ne fait que renforcer cette première impression.

Mais ce sentiment amène à un retour sur le livre. Et ce retour permet de découvrir un ensemble de problématiques récurrentes et un ensemble de thèmes unificateurs, qui font de ce livre non seulement un tout, mais bien un outil de réflexion important sur la nature des grands projets, voire de la métropole d'aujourd'hui. Le lecteur est